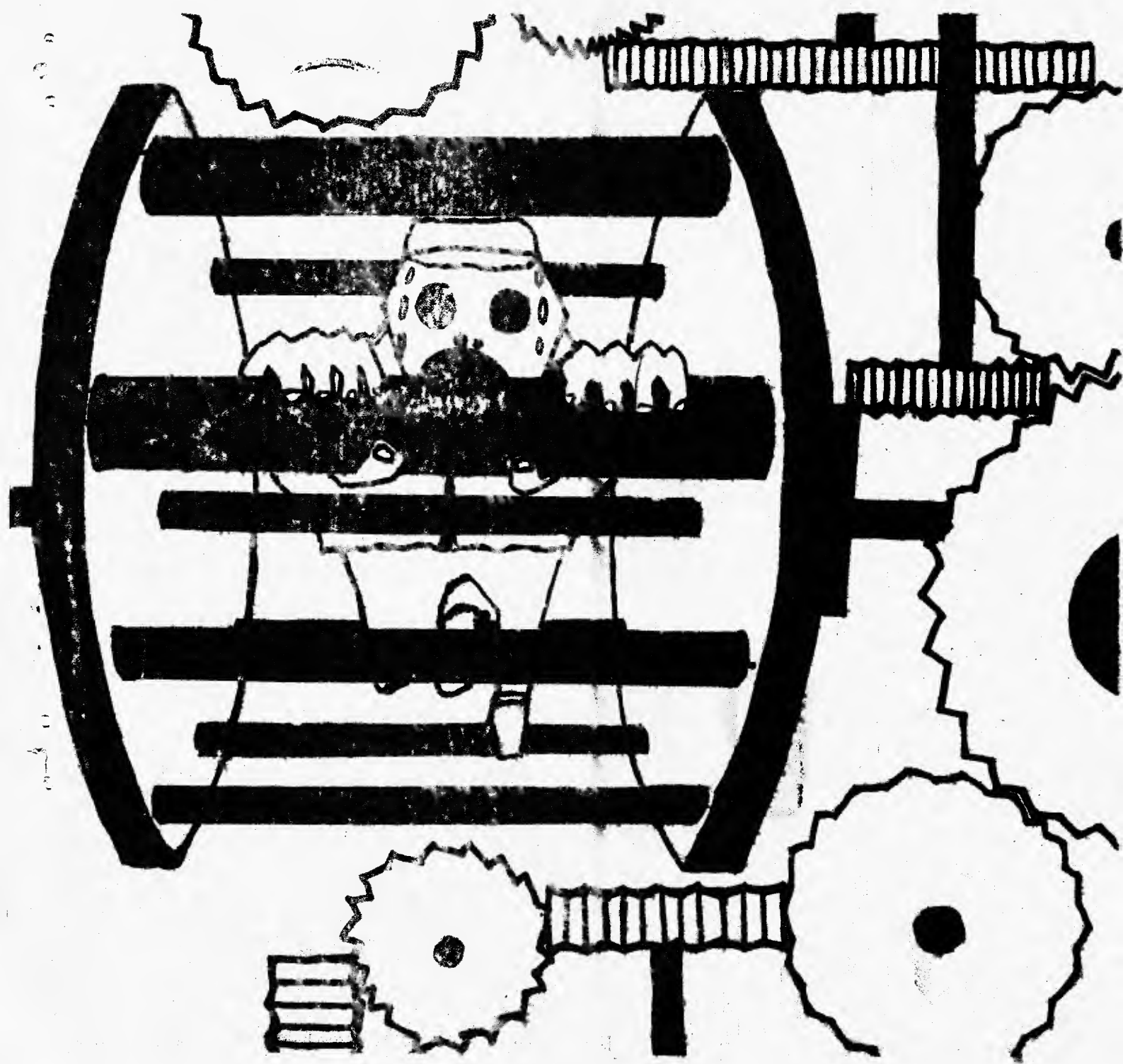
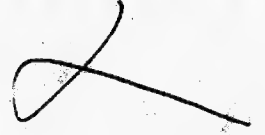


LIAISONS

DECEMBRE 1969

N° 1

5 Fr



- * Chaque jour, je me lève à 6h pour aller au boulot. Je quitte ma petite femme, la douce chaleur du lit ; tout ça pour aller me crever pendant 8h et plus.
- * Je me grouille de bouffer, car si j'arrive une minute en retard, on me retire un quart d'heure de salaire. Je sors en cavalant. A l'arrêt, les gens ont l'air résigné, comme tous les jours. Le bus. Ils montent un à un, en ordre : un de la file de droite, un de la file de gauche, pour aller s'entasser les uns sur les autres comme dans un fourgon à bestiaux. C'est plein. Le bus démarre. Dans l'embouteillage de tous les matins, on en a pour 20 minutes avant de respirer.
- * Personne ne parle. De quoi parlerait-on d'ailleurs ? Il n'y a rien de nouveau, c'est comme tous les jours, la même chose, c'est normal, rien à dire....
- * J'arrive à l'usine. En sueur. Je pointe. Le vestiaire qui sent le renfermé. Ma salopette pleine de graisse et de sueur passée. L'atelier, les mêmes forçats de tous les jours : "Ça va ?-Ça ira mieux à 5h-10". La même expression mille fois répétée ; à quoi bon se forcer la cervelle ?
- * A 9h, j'en ai déjà marre. Je travaille à la chaîne : on me passe la pièce, je la tourne sur ma machine-outil, je la lime, je polis au papier de verre. Huit heures par jour la même saloperie, c'est passionnant, enrichissant, c'est fou ce que j'ai l'impression d'exister, de vivre encore ; ça me fait penser que je suis un être humain, je rigole, faut que je sois communiste pour penser cela.
J'ai le nez bourré de poussières d'aluminium.
- * Le contremaître s'amène en gueulant ; bon, j'ai laissé une trace de lime, je repolis la pièce, c'est pas un drame. Qu'a-t-il à toujours hurler comme un putois, celui-là ? Il est vrai que c'est son rôle à lui, larbin du patron : toutes les courbettes qu'il

2.

fait d'un côté, faut bien qu'il se récupère sur nous. Sans le fond, ça doit être un complexé. N'empêche, il y a des moments où je lui foutrais bien mon poing sur la gueule, à ce lâche-cul arrivé.

* Et cette journée qui n'en finit pas. Comment est-ce qu'il fait dehors ? Pluie ? Soleil ? En fait d'ultra-violet, on a le néon toute l'année sur nos gueules blafardes.

* Enfin, on n'a pas à se plaindre, on a trois semaines de congés payés par an, plus 10 jours fériés répartis sur l'année. Y a pas à dire, on est gâté. Paraît que le syndicat "se bat" pour nous avoir une semaine de plus par an. Ça fait longtemps qu'on nous dit cela... Enfin, je n'cracherais pas dessus.

* En fait de syndicats, c'est plutôt foutu : finies les grèves d'antan. Maintenant, ils s'accordent avec les patrons, sans nous demander notre avis, cela s'entend. Nous les prolos, on est juste bons à payer les bons de cotisation, les taxes à l'état...

* Pour l'instant, tous les syndicats, même la F.G.T.B. qui se dit socialiste (en fait, c'est plutôt socialiste à la P.S.B. gouvernementale), ont passé une convention avec le patronat (F.I.B.) : nous les ouvriers, on ferme nos gueules pendant 2 ans (jusqu'en 1971) et eux, les capitalistes, ils nous donneront 1 franc de plus à l'heure en janvier 1970 et on travaillera 1h de moins par semaine en juillet 1970.

J'oubliais les allocations de chômage un peu moins petites... Y a pas à dire, notre vie quotidienne va être profondément transformée.

* Enfin midi. On a 20 minutes pour bouffer. Le temps de se laver les mains, d'aller au réfectoire, de s'empiffrer de tartines et de revenir au boulot... Il ne faut pas laisser refroidir l'ardeur au travail (sic).

* L'après-midi, c'est encore plus long. Je ne sais pas à quoi penser. Alors, je pense aux minutes qui ne passent pas. Sera-ce comme ça toute ma vie ? Cela fait des mois que je travaille : je n'ai dans mon cerveau que la trace d'un seul jour,

toujours le même. Hier, aujourd'hui, demain, pas de changement, les mêmes gestes, la même merde. On a tous le même âge ; on est égalisé, "standardisé", les mêmes gestes, les mêmes pensées, la même vie mécanique, réglée sur la pointeuse de l'usine. Nous sommes des chiffres sur une carte à pointer. Souvent, le patron en barre quelques-uns, parfois beaucoup ; au fil des commandes, de la "conjoncture", de la "loi de l'offre et de la demande".

C'est scientifique, mécanique, c'est normal....

- * Pour l'instant, la conjoncture est bonne : il y a des commandes tant qu'on veut dans mon secteur (faut dire qu'on fabrique aussi des armes pour les Israéliens et je vous jure qu'ils s'en servent...). "Ça te dégoûte". Si t'es pas d'accord, tu peux foutre le camp, il y aura toujours quelqu'un pour te remplacer, il y a 100.000 chômeurs en Wallonie.

Et avec ça, les patrons font des bénéfices à crever. Bien entendu, cet argent-là, ce n'est pas pour toi. Toi, t'es juste bon à payer encore plus de taxes cette année. Si les politicards ne nous envoient pas la T.V.A. tout de suite (bientôt les élections), tu penses bien qu'il leur faut quand même les trente milliards pour aider leurs gros patrons chéris. La vie coûtera donc encore beaucoup plus cher cette année. N'empêche que ton salaire, il reste le même et toi, tu la boucles. C'est écrit dans la dernière convention syndicale : discipline au boulot, discipline au syndicat,...

T'as rien à dire, c'est normal....

- * Cinq heures moins dix. La cavalcade vers le vestiaire. Les idées courent dans ma tête abrutie par le bruit des machines : s'unir une bonne fois, s'organiser, se révolter, balancer les patrons, la politicaille, la flicaille, les bureaucrates ; toute cette pourriture qui m'empêche de vivre. Vivre vraiment.

"L'homme est un être pensant". On pourrait décider nous-mêmes des tâches à entreprendre, posséder notre sort, ne plus être des pions que l'on remplace à volonté, travailler pour nous,

4.

pour une vie meilleure, une vie libre, une vie d'être humain.
Une vie, quoi...

J'entends mon voisin qui marmonne en se rhabillant : "se lever, travailler, manger, dormir..." Il en a marre, nous en avons marre.

1970, un nouveau 60-61 ? ? ?

+++++

Aide Humanitaire

Je lis dans le "Soir" du 18/11/69, en page 5, le titre suivant : "Pour réparer les dégâts des inondations en Tunisie, 30 véhicules et 45 techniciens militaires belges gagneront Sfax". Je m'étonne que l'armée puisse enfin servir à quelque chose d'utile, et, intrigué, je poursuis la lecture de l'article.

"(cette opération) consiste à rétablir une voie de chemin de fer emportée par les eaux et qui reliait des mines de phosphate au port de Sfax ; ainsi qu'une ligne téléphonique détériorée sur 110 kms.

Je comprends que l'opération consistera à permettre aux actionnaires de ces mines de rétablir leurs bénéfices le plus tôt possible. Mais qui paiera cette prétendue "Oeuvre hautement humanitaire" qui d'ailleurs n'apporte aucune aide réelle au peuple de Tunisie ? L'armée ! C'est-à-dire nous tous, qui en supportons le budget.

+++++

Les Editions "LA TAUPE" vont publier en janvier un livre sur les grèves 60-61, préparé par les soins de certains des camarades de "Liaisons".

+++++

LES FLICS CHEZ CITROËN

Le fait est là, brutal : les ouvriers étrangers qui remplacent en nombre toujours plus grand les ouvriers belges dans les travaux dont ceux-ci ne veulent plus (comme on les comprend !) n'ont pas le droit de grève.

Qu'ils se mêlent d'occuper leurs lieux de travail, et on leur amène les flics, on les embarque, on les menace d'expulsion.

Comme le disait bien "notre" grand journal socialiste :

"Ils ont eu tort, sans doute, ces travailleurs étrangers, de ne pas faire appel à leurs délégués syndicaux pour négocier le retour de leur camarade" (Le Peuple, 19 novembre).

Hypocrites ! Alors que la composition de cette délégation syndicale est précisément une des causes principales de la tension dans l'usine !

En fait, Citroën-Forest est arrivé à la limite en matière d'organisation syndicale (limite d'ailleurs parfaitement logique, et qui a un bel avenir devant elle si nous n'y prenons garde) : les délégués syndicaux y sont eux-mêmes de petits cadres : brigadiers, flics, chefs d'équipe, etc...

Au même moment, la C.I.S.L. (internationale syndicale dont fait partie la F.G.T.B.) dénonçait la répression anti-ouvrière en Espagne. Hypocrites ! Avant de dénoncer les flics des autres, cessez de faire le flic ici !

Les tentatives larmoyantes n'ont jamais rien changé. Toute une presse, tout un groupe de la population sont prêts à détourner l'attention du public des problèmes réels -au cas où les questions linguistiques n'y suffiraient plus- en créant un climat d'hostilité contre les étrangers. L'affaire Citroën est peut-être un signe ; nous devons nous préparer à combattre toute tentative de ce genre.

=====

C O N S E I L S O U V R I E R S

Ce que n'est pas un Conseil Ouvrier

- Un "Soviet" à la russe, simple organe d'enregistrement des volontés de la bureaucratie communiste.
- Les soi-disant "Conseils Ouvriers" yougoslaves, issus d'une décentralisation du système bureaucratique et servant de cadre aux égoïsmes de petits groupes de travailleurs privilégiés.
- Un "conseil d'entreprise", tampon entre le patron et l'ouvrier, qui essaie de donner aux travailleurs l'illusion d'avoir quelque chose à dire dans l'usine, et qui n'a bien sûr aucun pouvoir important.

Ce qu'ont été les Conseils Ouvriers

Depuis la première Révolution russe (1905), les travailleurs ont créé spontanément, à différentes reprises, des Conseils Ouvriers :

en Russie, en 1905 et 1917
en Allemagne, en 1918
en Italie, en 1920
en Espagne, en 1936
en Hongrie, en 1956

Le durcissement des luttes ouvrières avait démasqué l'insuffisance ou la trahison manifeste des organisations traditionnelles, du prolétariat : partis et syndicats.
Les Conseils Ouvriers sont une manifestation de l'autonomie ouvrière, rendue nécessaire par l'état de la lutte à un moment donné.

Comment se forme un Conseil Ouvrier

Le germe le plus plausible d'un Conseil Ouvrier est l'assemblée générale du personnel d'une boîte en grève, lorsque les syndicats n'ont pas réussi à imposer leur direction.

Cette assemblée peut désigner un comité de grève, formé sans s'occuper des tendances politiques ou syndicales, et également contrôlé par elle.

Admettons que la grève se généralise.

SI les ouvriers veulent reprendre à leur compte la production, ils prendront contact avec d'autres usines, s'occupant du même type de production.

SI les ouvriers veulent défendre leur acquis contre les forces de répression, ils s'entendront avec les autres usines de l'endroit, avec tous ceux qui sont désireux de combattre avec eux.

SI les ouvriers ne veulent pas mourir de faim et de froid, ils s'entendront avec les paysans et les distributeurs de leur région.

Chaque fois, il faudra choisir des délégués pour mener les discussions à un niveau de plus en plus élevé ; ils formeront ainsi des Conseils sur le plan industriel et local, et aboutiront à une immense fédération qui étouffera l'Etat bourgeois.

La base d'une fédération de Conseils Ouvriers, c'est l'assemblée générale des ouvriers d'une entreprise, des habitants d'un quartier ou d'un village.

C'est là, et là seulement, que chacun peut s'exprimer librement, avec ses mots de tous les jours, et la certitude d'être compris. C'est là que commencera à être brisé le carcan de la vie quotidienne, du travail emmerdant et des "loisirs" idiots.

Mais pour coordonner l'action, il faudra bien nommer des délégués et qu'ils se réunissent en longues palabres. Il faut éviter qu'un Conseil ne devienne un nouveau Parlement comme le nôtre, qui prépare une nouvelle sauce tous les quatre ans, mais qui nous mange toujours.

Ces délégués doivent rester sous le contrôle permanent et immédiat de ceux qui les ont élus, et qui peuvent les révoquer à tout moment.

C'est bien un point délicat. Il ne faudra jamais oublier de penser :

Attention aux bureaucrates! Attention aux récupérateurs!

Les Conseils Ouvriers ne sont pas une construction de l'esprit.

C'est au contraire un processus naturel, produit directement par les nécessités d'une lutte à mort avec le système bourgeois. Il ne s'agit donc pas d'aller bêler dans les rues "Vivent les Conseils Ouvriers!" comme d'autres hurlent "Vive le FNL" ou "Vive le Roi".

Il ne s'agit pas de construire une nouvelle idéologie sur les Conseils Ouvriers, un "isme" en plus parmi tous ceux dont on a marre.

Nous n'allons pas non plus, à la prochaine grève, nous réunir à quatre pelés et un tondu et nous proclamer Conseil Ouvrier.

Ce que nous pouvons faire en revanche, pour que les Conseils deviennent possibles, pour avancer le moment où les travailleurs décideront de leur propre destin, c'est rompre l'isolement dans lequel vit et travaille chaque boîte avec comme seul lien les contacts douteux par les syndicats, c'est combattre pour qu'un mouvement soit unitaire et radical et qu'il reste sous le contrôle direct des travailleurs, en rejetant toute tentative de récupération ou d'égarement, qu'elle vienne du patronat, du gouvernement, des syndicats, des partis, de tous les chefs actuels ou en puissance.

La première tâche des Conseils Ouvriers sera de détruire l'Etat bourgeois, La deuxième, de réorganiser la production en supprimant tout ce qui est inutile et en partageant honnêtement les travaux ennuyeux et pénibles entre tous. Puis, ils passeront sans doute au second plan, lorsque les préoccupations économiques auront cédé la place à la recherche du bonheur.

+ + + + +

AFFILIEZ-VOUS A LA FIB

Alors que la FIB (Fédération de l'Industrie belge, syndicat patronal) elle-même s'est prononcée contre la retenue des cotisations de l'ONSS sur les pécules de vacances des ouvriers, le Congrès de la FGTE de Bruxelles vient de se prononcer en faveur de cette mesure.

Réformiste avant-hier, Kollaboratrice hier, plus réactionnaire aujourd'hui que les patrons eux-mêmes, que sera demain cette organisation soi-disant ouvrière ?

+ + + + +

À Propos du Fédéralisme

A en croire ses partisans, le fédéralisme serait le remède-miracle au malaise économique et culturel dont souffre la Belgique et particulièrement la Wallonie. Mais comme aucun des ces messieurs n'a jamais réussi à apporter la moindre preuve à cette affirmation, il est au moins permis de douter de l'efficacité du médicament. Il ne s'agit évidemment pas ici de défendre la Belgique Unitaire d'ores et déjà condamnée, mais d'examiner le nouveau fardeau qu'on essaie de nous imposer avant qu'il ne pèse sur nos épaules.

Remarquons pour commencer qu'un pays fédéraliste n'est pas nécessairement plus démocratique (même au sens bourgeois du terme) qu'un pays unitaire : les USA, l'URSS et le Brésil sont bel et bien des états fédéraux. C'est d'ailleurs ce que le révisionniste Pierre Joye reconnaît implicitement quand il écrit : "Nous insistons sur la nécessité de réaliser un fédéralisme démocratique (c'est moi qui souligne) s'accompagnant de transformations économiques et sociales profondes et de réformes de structures anti-capitalistes..." Sur le plan de la lutte des classes, il est tout-à-fait indifférent que la Belgique soit fédérale ou unitaire. Le combat pour le fédéralisme n'a donc de sens que s'il nous permet d'ébranler et si possible, de détruire l'oppression bourgeoise. Ou, pour être moins abstrait, pour nous, le fédéralisme ne se conçoit pas sans l'expropriation de quelques centaines de personnes qui possèdent la Belgique et la destruction des instruments de leur domination : la royauté, les gouvernements (national et provin-

ciaux), le parlement, l'armée belge, les partis traditionnels, les bureaucraties syndicales et la hiérarchie religieuse. Sans la réalisation de ce programme minimum, le fédéralisme ne peut être autre chose qu'un nouveau partage du pouvoir entre les différentes factions de la bourgeoisie, et une duperie pour les travailleurs.

Ce n'est évidemment pas ce fédéralisme-là que l'on nous prépare actuellement. Il est difficile de savoir la forme exacte que veulent lui donner ceux qui s'en occupent (et probablement ne le savent-ils pas eux-mêmes), mais c'est de toutes façons un fédéralisme infiniment respectueux de l'ordre bourgeois. Tout au plus fait-on appel au peuple pour quelques manifestations-bidons soigneusement encadrées (19 avril - 22 mai) que les journaux financiers (Echo de la Bourse-Agefi) célèbrent d'ailleurs avec enthousiasme, Pourquoi ? C'est ce que nous allons tenter d'expliquer.

Le malaise belge n'est que l'extériorisation d'une crise grave qui affecte la bourgeoisie du même nom. Cette crise a deux causes. D'une part, les principales sources dont notre oligarchie financière tirait habituellement ses profits se sont taries (charbonnages) ou fortement affaiblies (aciéries traditionnelles). Elle doit donc de toute urgence en trouver d'autres pour survivre : d'où fermetures massives de vieilles usines et création d'industries nouvelles. D'autre part, la pression de la classe ouvrière l'a contrainte à s'intégrer les couches dirigeantes de celle-ci (Syndicats et P.S.B.). La bourgeoisie traditionnelle s'est donc vue envahie à la fois par les cadres de ses nouvelles industries et l'aristocratie ouvrière sociale-démocrate. Ces couches montantes et "dynamiques" (nous dirons arrivistes) n'allaient évidemment pas se contenter éternellement de faire de la figuration dans la farce industrielle et parlementaire. Ce, d'autant moins que la survie de la bourgeoisie traditionnelle dépendait de leur complicité. Elles voulaient leur part du pouvoir, sans avoir aucun moyen légal de la prendre. Et aucune des deux n'avait intérêt à mobiliser les masses populaires (qui risquent toujours de détruire définitivement ce qu'elles voulaient précisément acquérir effectivement : le pouvoir bourgeois) à son service, ni d'ailleurs n'en avait probablement la

Or, il se fait que pour des raisons de meilleure rentabilité financière, la plupart des industries nouvelles sont installées en Flandres ou à Bruxelles (mais Bruxelles est située en territoire flamand, ne l'oublions pas et c'est sa banlieue flamande (Vilvoorde-Ruysbroeck) qui s'industrialise) et que par conséquent, la première catégorie de nouveaux riches est en majorité flamande; tandis que la seconde est en majorité wallonne vu que les vieilles zones industrielles où l'intégration des leaders ouvriers est la plus poussée, sont en grande partie situées en Wallonie. On comprend maintenant le profit que ces gens-là peuvent tirer d'un fédéralisme instauré par voie légale. Pour eux le fédéralisme est l'occasion d'arracher sans risques une part effective du pouvoir à ses détenteurs traditionnels. Pour dire les choses brutalement, le combat pour le fédéralisme n'est pour le moment qu'une sale manoeuvre réactionnaire dont même les épisodes progressistes (la révolte des étudiants flamands de Louvain, par exemple) ont été récupérés à leur profit par l'une ou l'autre faction de la bourgeoisie. Au niveau des travailleurs, il n'a apporté que la division entre travailleurs flamands et wallons (moins que les meneurs de jeu ne l'auraient souhaité, heureusement!) alors que leurs intérêts sont indissolublement liés. Et il n'y a aucune raison pour que cela change tant que ce combat restera limité aux sphères parlementaires et syndicales.

Au contraire, petit à petit, les leaders fédéralistes mobilisent la petite et moyenne bourgeoisie sur des bases chauvines (Volksunie -FDF- R.W.). Si celle-ci se lance ainsi dans la bagarre, c'est qu'elle sent que ses maigres privilèges sont menacés (sans savoir par qui, évidemment). Ces privilèges, elle sait qu'elle les tient de l'ordre établi et c'est cet ordre-là qu'elle défendra coûte que coûte, fût-ce au prix d'un régime "fort". C'est seulement en reprenant l'initiative du combat, après avoir soigneusement désigné l'adversaire (voir plus haut) que nous éviterons une oppression encore plus forte que la présente, et que celle-ci, nous la ferons cesser.

LES LIMITES DE LA RÉVOLTE ÉTUDIANTE

Il est grand temps, pensons-nous, de ramener à une plus juste mesure un phénomène qui fait encore couler trop d'encre. Nous sommes désolés de rencontrer quotidiennement des militants dont les énergies s'éparpillent dans les derniers spasmes de la contestation en milieu universitaire.

Non que nous déniions toute valeur à un mouvement généralisé qui contribua puissamment à renouveler le sang de la révolution mondiale. Nous ne voulons pas non plus tomber dans les slogans de la réaction et de ceux que ses clichés intoxiquent : "que les étudiants étudient" ou "de quoi se plaignent-ils, ces privilégiés ?". L'ampleur de la contestation estudiantine lui donne une dimension historique que la mode ne suffit pas à expliquer. Il est en effet indéniable que ce mouvement vint régénérer le marxisme, en rappelant que tous les phénomènes de la société divisée en classes se tiennent dialectiquement et forment un tout cohérent que l'économisme, tout comme l'idéalisme, ne suffit pas à expliquer. Ainsi, la critique fut portée dans des domaines jusque-là mis de côté : la sociologie, la psychologie, l'urbanisme, la science... Témoin la remise en valeur des théories psychanalytiques d'un monsieur en avance sur son temps, Wilhelm Reich.

Malgré ses lettres de noblesse et les espoirs que beaucoup reportèrent sur lui, ce phénomène possède ses limites - historiques, elles aussi. C'est ce que nous nous proposons de montrer.

Tout d'abord, l'observation des faits. Les symptômes d'un mécontentement croissant apparaissent vers 1966-67 (ainsi, dans l'opposition à la guerre du Vietnam), précédés de quelques lointains signes avant-coureurs. La tension connut

son apogée en 1968, tant par son élargissement au point de vue géographique que par les crises qu'elle provoquait (Mai, Prague, Mexico). Ce qui fut l'occasion pour nombre de militants, jeunes ou vieux, d'oublier la réalité des luttes de classes et de confier à la jeunesse estudiantine le soin d'enfanter une nouvelle société.

Or, on assiste actuellement à une désagrégation du mouvement, désagrégation aussi généralisée que son explosion: Mai s'est réduit à l'activisme des Mao-Spontex, le S.D.S. américain est tombé dans le stalinisme le plus invraisemblable, son homonyme allemand s'embourbe dans les discussions stériles et cède le pas à l'APO qui, elle, a quitté le terrain des facultés pour se lancer dans la vie quotidienne. Significative aussi, la récupération de l'UNEF et du SNESUP par les "communistes", c'est-à-dire par des défenseurs patentés de la logique du système.

Où se situe le mouvement étudiant dans la lutte de classes ? Les étudiants appartiennent à une couche socio-économique, très vaste dans nos pays hyper-développés, couche qui se voit coincée (ou écartelée, comme l'on voudra), entre les deux pôles de la lutte de classes : les exploités à part entière, la bourgeoisie, et les exploités à part entière, ceux qui produisent la plus-value, les ouvriers. Par là même, elle participe aux deux classes : exploitant les travailleurs, assise dans de nombreux privilèges, mais également exploitée, puisque soumise aux mêmes structures aliénantes et répressives qu'imposent les classes dirigeantes. Cette classe des exploités-exploiteurs, qui inclut les étudiants, est très diversifiée et, de ce fait, les critères exposés ci-dessus ne doivent pas s'appliquer schématiquement à tous les niveaux : il est certain que le haut cadre d'entreprise connaît de meilleures conditions de travail et de vie que le petit employé.

Ajoutons à cela, surtout en ce qui concerne les étudiants, que c'est essentiellement d'un point de vue subjectif qu'ils ressentent l'exploitation, la domination, tandis que,

matériellement, ils participent à l'orgie générale qui se déroule sur le dos des travailleurs.

Nous l'affirmons clairement, sans craindre d'être accusés de nous attacher à un ouvriérisme désuet : c'est la couche exploitée de la population, le prolétariat, qui réalisera une société débarrassée de toute contrainte morale, économique, politique ou autre, certes aidé en cela par les autres catégories sociales, dans la mesure où, justement, elles sont opprimées par le régime capitaliste.

Proclamer l'aliénation invétérée des ouvriers est le propre d'une vue à court terme ; c'est oublier que cette aliénation est en fait le second terme d'une contradiction explosive du système capitaliste. Ce dernier est obligé de renforcer l'aliénation pour survivre, alors que la logique de son développement crée les possibilités de passer au stade de la société d'abondance. D'ailleurs, des faits récents, comme les grèves sauvages en Allemagne, viennent démentir cette conception.

Non moins absurde est son corollaire, à savoir que l'avenir repose dans les mains d'une minorité "désaliénée". Cette soi-disant désaliénation devrait d'ailleurs être examinée de plus près. On retrouve dans cette thèse, défendue par Marcuse, le mythe de la supériorité de l'intellectuel, savamment et inconsciemment entretenu pour les besoins du système. Notre réponse est le corollaire de la première affirmation : le renversement du pouvoir par une telle catégorie sociale (les Intellectuels) ne peut que reproduire d'autres formes d'exploitation capitaliste, sans supprimer la société de classes. Il est d'ailleurs symptomatique que la crise étudiante ait accompagné les tentatives de montée au pouvoir des technocrates ou "managers", catégorie issue du développement du néo-capitalisme. Les cas ne manquent pas, à l'échelle mondiale : France, Tchécoslovaquie, Chine... Par exemple, en Mai, les cadres contestataires, s'ils étaient persuadés d'être très révolutionnaires, s'ils usaient d'un langage du plus pur style gauchiste, ne formulaient cependant que le désir d'"améliorer"

à l'américaine le système capitaliste et ne mettaient pas en question la fonction de cadre, c'est-à-dire de flic.

Viendrait-il à l'idée de quiconque d'affirmer que les artistes, les curés, les petits commerçants, si venants soient-ils de ces derniers temps, sont la force révolutionnaire décisive ou même motrice ? Dès lors, pourquoi les étudiants ? Leur langage plus révolutionnaire, peut-être ? Les théories situationnistes les plus extrémistes n'ont pourtant pas été suivies de la levée des armes. Il suffit d'un raisonnement immédiat pour abattre ces châteaux en Espagne d'intellectuels ou mal de pouvoir : qui, des étudiants ou du prolétariat, mettra réellement le système capitaliste en danger en interrompant ses activités ?

Ce noir tableau ne doit pas nous engager à rejeter en bloc tout ce qui porte le sigle universitaire, mais bien à tenter de lui redonner sa juste valeur. Tout d'abord, il nous paraît que les étudiants rejoueront le rôle qu'ils ont joué dans les autres mouvements populaires que l'histoire a connus (1905, 1956...). En attendant, le mouvement étudiant est récupérable et récupéré, comme tous les mouvements de révolte issus des contradictions internes de la bourgeoisie : beatniks, hippies, etc...(x)

En second lieu, un certain travail militant doit être poursuivi en milieu universitaire, dans la mesure où, d'une part, avant que - élément d'un programme révolutionnaire - soit éliminée la distinction entre intellectuels et manuels, des cadres scientifiques seront nécessaires au fonctionnement d'une économie socialiste ; et, d'autre part, en ce sens que, la plupart des étudiants étant destinés à faire partie du vaste secteur des parasites du régime capitaliste qui ne vivent que par et pour lui ; ils constituent une fraction de la population qui pose des problèmes réels, par son existence même,

(x) Sur les limites et contradictions de ces mouvements, voyez : "De la Misère en milieu étudiant...", brochure imprimée en 1966, à Strasbourg, par les situationnistes. Exemplaire contre 10 francs en timbres aux adresses postales.

dans le cadre d'une reconversion socialiste.

Enfin, il serait stupide de réclamer des militants étudiants qu'ils cessent toute activité ! Mais nous ne pouvons que les inviter à collaborer avec les éléments les plus combattifs de la classe ouvrière, non dans le sens de l'ouvriérisme puéril et abstrait, mais plutôt sur la base de la prise de conscience du caractère historiquement nécessaire de leur apport au mouvement révolutionnaire. Les lignes qui suivent, extraites d'un texte émanant du Comité Unitaire de Base (CUB) de la Pirelli de Milan, rendent notre position à propos de cette collaboration :

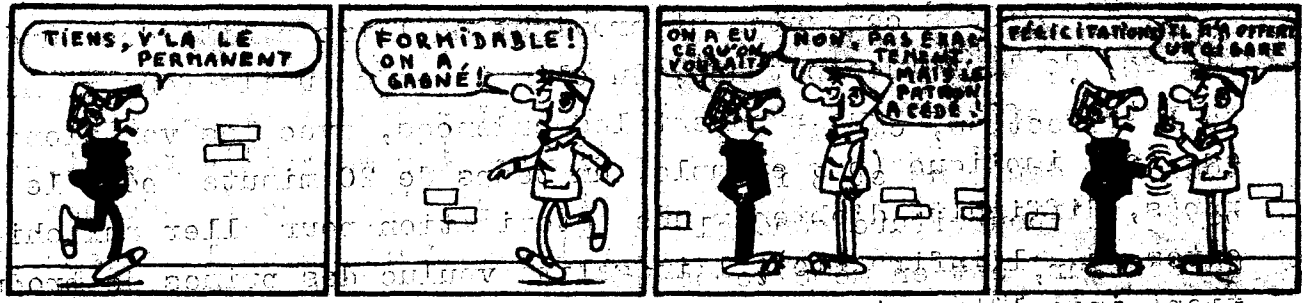
"... à l'intérieur du CUB étaient nettement écartés :
a) l'ouvriérisme, qui au moyen du mythe de l'"ouvrier en tant que tel", conditionne l'étudiant dans une prudente position d'infériorité, ce qui limite l'intervention et l'action ;
b) l'autonomie entre mouvement étudiant et mouvement ouvrier, formule avancée par le parti communiste et la C.G.I.L. (C.G.T. italienne) pour conserver l'hégémonie sur la classe ouvrière et éviter que l'unité étudiants-ouvriers à l'intérieur d'un organisme puisse les enjamber"...

"... ce qu'on voulait au CUB : qu'étudiants et ouvriers aient la même fonction politique, d'analyse et de décision, et que seulement en deuxième lieu les tâches pratiques soient réparties, pour des raisons d'opportunité ; les premiers, en effet, ont une plus grande disponibilité de temps et une plus grande mobilité d'action, donc ils peuvent mieux assurer l'efficacité de la coordination ; les seconds sont plus informés de la situation à l'usine, et, en conséquence, mieux placés pour analyser les faits et pour avancer des propositions concrètes. Le comité, par ailleurs, a toujours été ouvert aux étudiants et, généralement, aux "forces extérieures" (ouvriers d'autres usines et militants de gauche), disposés à accepter le contenu du CUB et à travailler pour le développer et le réaliser."

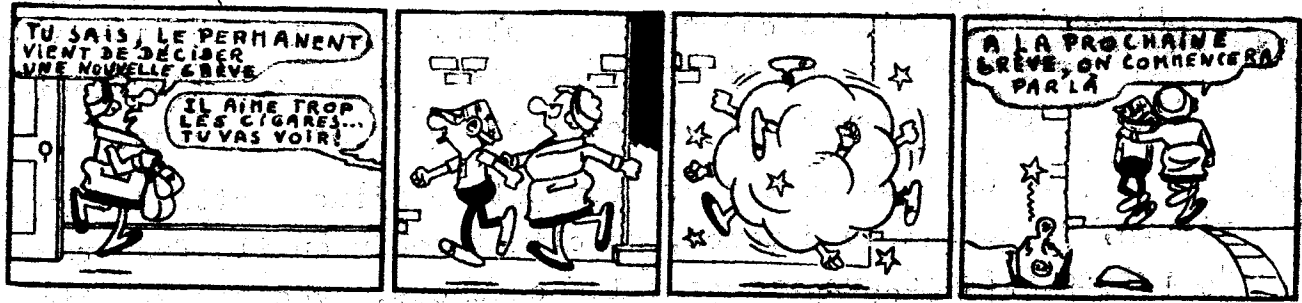
X X X X X X X X X

la grève

FOURBERIE



PRISE DE CONSCIENCE



Dans la banlieue sud de Liège...

JENATZY, à Sclessin, se classe parmi les trois fabriques de pièces en caoutchouc les plus importantes de Belgique. Si elle n'occupe que 220 à 240 ouvriers et ouvrières, sa production couvre une très vaste gamme d'objets finis : matracques, obus d'entraînement, flotteurs, joints de bouteilles, accessoires automobiles, bouts de cannes, tuyaux, etc...

12 départements ouvriers, dont 3, le banc Bury, la calandre (préparation de la gomme) et le moulage, commandent l'ensemble de la production : leur entrée en grève signifie la

paralyse de l'usine entière. Ajoutons un laboratoire, un bureau de dessin et les services de comptabilité ou autres paperasseries.

Les ouvriers sont particulièrement bien encadrés et fliqués par 55 directeurs, brigadiers, contremaîtres, chefs d'atelier, surveillants, chronométrateurs, etc... Le travail d'encadrement est complété par le syndicat, maîtresse du patronat, en tête la F.G.T.B. : 80 % des travailleurs y sont affiliés, contre 5 affiliés à la C.S.C. Le permanent est le coursier et l'homme à tout faire de la direction, ce qui lui vaut de recevoir une nouvelle voiture tous les deux ans et 3 francs du kilomètre. Les délégués participent à la pourriture générale. Ainsi, une brigadière, qui dirige un secteur, est en même temps la déléguée syndicale qui recueille les plaintes contre la brigadière ! Inutile de dire où vont ses préférences...

La combativité est plus élevée chez les travailleurs jeunes (80 % de l'ensemble). S'il n'y a pas eu de grève sauvage depuis 1960, le malaise latent se traduit par des sabotages de la production, des ralentissements de cadence, etc... Chacun essaye de finasser et d'aménager sa petite vie devant sa machine. La prise de conscience de la nécessité de s'unir et de mener une lutte commune ne s'opère que lentement, mais on a l'espoir de voir se constituer, autour des éléments les plus combatifs (x), un Comité de Base qui coordonnera l'explosion d'un mécontentement qui se contient de moins en moins.

Ce mécontentement provient de l'incapacité des supérieurs, de leur incompetence, du climat tendu qu'ils font régner, du rythme effréné que prennent les cadences, avec les vexations que cela implique (par exemple, un temps de 20 minutes pour le repas, difficulté d'obtenir une autorisation pour aller aux chiottes ou à l'infirmerie), l'inégalité voulue des primes de production, inégalité qui est loin de leurrer les travailleurs, et, enfin, les problèmes graves de sécurité et d'hygiène (jetez une semelle de caoutchouc dans votre poêle, et vous aurez l'atmosphère de l'usine)

(x) Si la conscience de classe est assez développée, il y a peu de gens politisés et formés. Par contre, le P.C., les trotskystes et autres récupérateurs sont absents chez Jenatzy.

La direction a bien senti d'où venait le vent et a déclenché, le 12 octobre, par l'intermédiaire du permanent syndical, une grève-soupape de sureté d'une demi-heure sur un prétexte futile. Ce débrayage artificiel n'a trompé personne.

La description de cette situation nous paraît représentative d'un grand nombre de petites et moyennes entreprises, tant par ses côtés négatifs que par ses côtés positifs, ainsi que par les perspectives qu'elle ouvre sur un avenir explosif qui, nous l'espérons, sera proche.

§§§§§§§§§§§§§§§§
§§§§§§§§§§§§§§§§
§§§§§§§§§§§§§§§§

§§

Tous les textes rassemblés dans "LIAISONS" doivent être considérés comme une base de discussion. "LIAISONS" recevra avec plaisir toute critique, objection, observation. Nous serons heureux de recevoir également des informations sur la situation et les luttes dans les entreprises. Nous tentons de mettre dans les mains des travailleurs des informations qui peuvent leur être utiles dans la lutte quotidienne.

Liaisons ouvrières : nous tentons de mettre en contact les individus ou petits groupes dont les expériences doivent être rapprochées ou confrontées pour gagner en efficacité.

§ §

Liaisons : Abonnement minimum d'un an : 50 frs. Tout soutien supplémentaire est le bienvenu.

Toute la correspondance doit être envoyée soit à M-C GILLES , B.P. 12, Ixelles 2 (notamment pour Bruxelles) CCF : 2449.63

soit à : Jacques Leroi, 1, rue d'Horloz, Tilleur (pour Liège et les environs).

BASE DE DISCUSSION

"L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes"

La transformation radicale de notre société ne peut se faire que par un mouvement révolutionnaire du prolétariat. Les autres catégories socio-économiques et les mouvements de révolte qui en sont issus jouent un rôle d'appoint dans la mesure de leur exploitation par le capitalisme.

L'expérience des organisations traditionnelles de la classe ouvrière, partis et syndicats, montre qu'elles ne sont que des éléments de stabilisation et de conservation du régime d'exploitation. Les bureaucraties syndicales servent d'intermédiaires sur le marché du travail, elles utilisent les luttes ouvrières pour des buts politiques elles sont des auxiliaires de toute classe dominante dans un Etat moderne. D'autre part, depuis toujours, le système parlementaire n'est que le paravent des oligarchies et bureaucraties privées ou d'Etat.

Les soi-disant partis et avant-gardes révolutionnaires, qui se prétendent seuls détenteurs de la conscience de classe et de la voie vers la révolution, et qui reproduisent la distinction traditionnelle entre dirigeants et dirigés, ne peuvent aboutir au maximum qu'à une nouvelle situation de domination et d'exploitation ne modifiant en rien les rapports de production.

Nous estimons, quant à nous, que l'avènement d'une société nouvelle sera l'oeuvre de l'ensemble des travailleurs qui créeront eux-mêmes leurs propres organes de décision, les Conseils Ouvriers, assumant ainsi directement la responsabilité de leur lutte. Les Conseils Ouvriers sont l'émanation directe du pouvoir ouvrier, les délégués élus se trouvant sous le contrôle immédiat et permanent de l'ensemble des travailleurs.

Dans cette optique, "Liaisons" se définit comme un regroupement de camarades, aux fins d'information mutuelle et de liaison entre les travailleurs qui veulent coordonner leurs luttes. "Liaisons" se solidarise avec l'action de groupes analogues dans d'autres pays.

Notre regroupement n'entend tomber ni dans l'activisme, ni dans l'intellectualisme, en dissociant travail pratique et travail théorique car aucun aspect de la réalité sociale n'est indépendant de son ensemble. Aussi le rôle de ses publications sera-t-il de diffuser des informations à tous les niveaux, des articles de combat, des analyses de situations et des études théoriques.

Editeur responsable : J. De Smet, 12, rue de l'Artichaut, Bruxelles 4
(pas de correspondance, s.v.p.)